

prolongement de ce tour d'horizon, il y aura des discussions permanentes au niveau gouvernemental en vue de renforcer notre relation, surtout dans la sphère économique - qui peut certes être améliorée et qui recèle sans aucun doute un grand potentiel. Je suis d'accord avec le Premier ministre Shamir en ce qui touche le grand potentiel de coopération en matière économique. Je considère les relations bilatérales comme étant de la toute première importance.

Si la situation bilatérale que nous avons passée en revue était encourageante, notre examen des problèmes régionaux a produit une évaluation plus sombre. En Israël, tout comme dans les pays arabes que j'ai visités, j'ai rencontré l'anxiété et le doute, et un sentiment presque palpable de frustration devant le fait que la paix n'ait pu être restaurée alors que la violence ne reprend que trop facilement et trop fréquemment. Vous vous en souviendrez, je me trouvais au Moyen-Orient lorsque se sont produits les lâches attentats terroristes contre le quartier général des contingents américain et français de la Force multinationale à Beyrouth. Je me trouvais même à Beyrouth la veille. Ces actes insensés qui ont coûté tant de vies innocentes étaient gravés dans nos esprits lorsque mes hôtes israéliens m'ont fait part de leurs préoccupations pour la sécurité de leur pays, que le danger vienne du Liban ou d'ailleurs. Depuis, d'autres actes terroristes perpétrés en Israël, au Koweït et ailleurs sont venus nous rappeler la fragilité de la stabilité dans la région. Nous ne pouvons que déplorer vigoureusement ce recours incessant à la violence qui ne fait que perpétuer l'impasse à laquelle nous devons échapper.

J'ai parlé du Liban dans chaque capitale visitée, et certainement en Israël, où ce problème a même été l'un de nos principaux sujets de discussion. Certains des problèmes que nous avons alors étudiés n'ont malheureusement rien perdu de leur acuité, bien qu'il se soit passé beaucoup de choses au Liban depuis ma visite. Nous avons vu une recrudescence d'activités hostiles et violentes entrecoupées de fragiles accords de cessez-le-feu. Les éléments de la Force multinationale ont été progressivement retirés. L'accord conclu le 17 mai dernier entre Israël et le Liban a été abrogé, développant que le gouvernement d'Israël considère comme venant perpétuer les dangers pour la sécurité de sa frontière avec le Liban. Le Premier ministre Shamir, dans une lettre qu'il me faisait parvenir la semaine dernière, me rappelait qu'Israël n'a aucun désir de maintenir ses forces au Liban un seul jour de plus qu'il ne le faut, mais qu'il doit veiller à la sécurité de sa population en s'assurant que le territoire libanais n'est pas utilisé comme une base d'opérations terroristes. Il m'avait fait part de la même préoccupation lors des rencontres que j'ai eues avec lui en octobre dernier à Jérusalem. Je peux facilement comprendre cette préoccupation du gouvernement d'Israël pour la sécurité de son territoire et de son peuple, préoccupation que nous prenons pleinement en compte dans notre évaluation permanente et attentive des développements au Moyen-Orient.

Les événements au Liban ont également été à l'avant-plan de mes conversations à Damas. C'était ma première visite en Syrie et la première occasion qui m'était donnée d'entendre le Président et son ministre des Affaires étrangères me donner leur point de vue sur la situation. Ils m'ont dit que le rétablissement de la stabilité au Liban est important pour la sécurité de la Syrie, étant donné surtout que sa capitale est à